

# bas les pattes devant hugo blanco !



La colonie pénitencière du Fronton.

## les militants révolutionnaires péruviens en danger de mort !

Ces derniers jours des nouvelles alarmantes parviennent du Pérou. La Junte militaire du Général Velasco, qui a renversé le 3 octobre 1968 le gouvernement de Belaunde Terry, menace encore plus gravement que son prédécesseur la vie de **Hugo Blanco** et des autres prisonniers politiques, au premier rang desquels **Hector Bejar** (ELN, Armée de Libération Nationale) et **Ricardo Gadea** (MIR, Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Tous les prisonniers politiques sont actuellement transférés depuis les prisons de Lima où ils demeuraient encore sous la relative protection de l'opinion publique et où ils pouvaient recevoir des visites, vers un lieu de détention perdu dans les régions insalubres de l'Est du pays, le tristement célèbre camp de concentration de Sepa où

les détenus politiques sont isolés par groupe de deux ou même seuls, au milieu d'unités de détention comprenant de dangereux droits communs. C'est dans ces conditions de détention très pénibles que les prisonniers meurent ordinairement par « accident », accidents provoqués par des détenus de droit commun vénaux que les militaires peuvent soudoyer pour l'équivalent de quelques dollars.

Fait prisonnier le 31 mai 1963, torturé, gardé au secret, détenu sans procès durant 3 ans et 4 mois, Hugo Blanco passa en jugement à Tacna en septembre 1966 au cours d'un procès retentissant que la réaction oligarchique et la bourgeoisie avaient pourtant voulu discret. Le Conseil de guerre de la 3<sup>e</sup> zone de police judiciaire, d'accusateur et juge sentencieux du mouvement paysan se retrouva dénoncé et accusé, et avec lui tout le régime de misère et d'exploitation dominant le Pérou. La mascarade de procès, minutieusement préparée par les militaires, vola en éclat devant l'attitude offensive des leaders paysans, de leurs avocats et de la mobilisation de masse au Pérou, en même temps que la campagne internationale de solidarité contribuait de façon décisive à arrêter le bras des bourreaux. Blanco, accusé d'« homicide, sédition et atteinte à la propriété privée », souligna violemment durant le procès que :

« Ceux qui prêtent leur bras mercenaire aux grands propriétaires assassins n'ont aucun droit à se faire les juges de la paysannerie, de même que ceux qui vendent leur pays pour quelques galons dorés ne peuvent se faire les juges de ceux qui combattent pour la souveraineté nationale »...

Finalement, alors que les militaires voulaient sa tête, il fut condamné à 25 ans de détention. Son bras droit, **Pedro Candela**, fut condamné à 22 ans de la même peine. Les 27 paysans qui l'avaient suivi jusqu'au bout se voyaient infliger des peines s'échelonnant de 2 à 5 ans.

Or, le Conseil Suprême de Justice Militaire, insatisfait du résultat du procès, imposé par le rapport de force qui avait été constitué, fit lui-même appel et, chose incroyable, demanda une révision du procès. C'est donc après un an passé au pénitencier de l'île du Fronton, en compagnie de huit paysans de son groupe, qu'un nouveau procès lui est intenté.

Le 10 octobre 1967 c'est bien évidemment la peine capitale qui est demandée contre lui.

En 1957, deux ans avant le triomphe de la révolution cubaine, Hugo Blanco commence son travail dans les Andes péruviennes. Rentré dans son pays après avoir fait ses études d'ingénieur agronome en Argentine, il a tôt fait de rejoindre les paysans de la Sierra. Jusqu'à cette époque, toutes les tentatives des partis de gauche pour se lier aux Indiens et les faire participer à la lutte révolutionnaire, avaient échoué.

Hector Bejar, commandant de l'E.L.N., explique que :

« L'ensemble de la gauche ne s'intégrait pas complètement à la lutte paysanne. Elle orientait les organisations « d'en haut », conseillait les syndicats, envoyait des organisateurs faire des stages à la campagne, mais ne dirigeait pas « de l'intérieur ». (Les **guérillas péruviennes de 1965**, p. 40. Maspéro éditeur.)

Cette condescendance, ce paternalisme vis-à-vis de la paysannerie, qui consistait en fait en une carence totale du travail chez les paysans, était due à la sous-estimation pratique de l'importance de la paysannerie pauvre dans la révolution péruvienne et aussi à l'absence d'une conception un tant soit peu audacieuse et créatrice pour se faire entendre de ces « indiens arriérés » qui ne comprenaient pas quand on leur parlait de Marx, Lénine, ou d'autres... des mots aussi étranges pour eux que l'avaient été auparavant les mots de « Patrie », « Drapeau » qu'on s'était essayé à leur inculquer.

Cette différence de niveau culturel, de langage, de manière d'aborder les problèmes sociaux et politiques est illustrée par cet épisode du procès fait à Lima, ce 9 février 1969, à cinquante-huit paysans accusés d'avoir aidé les guérillas de 65.

Cirilo Campos, pour lequel le procureur demande une peine de 20 ans, est illettré. Il affirme ne pas savoir ce que signifie « patrie », « sécurité de l'Etat », « extrémistes » et « guerrilleros »... Quand le président du tribunal lui demande quel est le concept de « guerrillero », il questionne à son tour : « Qu'est-ce qu'un concept ? »...

A la réunion tenue à Buenos Aires en octobre 66 les chefs de l'impérialisme américain et l'état-major de l'axe brésilo-argentin avaient systématisé leur conception d'élimination sélective, la tête de Blanco devait tomber. Par ailleurs, Blanco, en tant que symbole de la révolte paysanne et de la réforme agraire radicale se trouvait être l'objet du chantage que se faisaient le gouvernement péruvien et ses adversaires politiques bourgeois : la coalition des partis APRA-UNO. Si le président Belaunde Terry ne poussait pas à l'exécution de Blanco, ses ennemis le taxeraient publiquement de « pro-communiste ». Si par contre, il accédait à la demande du procureur, l'oligarchie péruvienne pouvait s'attendre à un mouvement de protestation très ample dans tout le pays et aussi à l'étranger. Déjà les sept paysans condamnés avec Blanco demandaient à être fusillés avec lui si la peine de mort était prononcée.

Depuis la prison du Sexto, **Ricardo Gadea**, dirigeant du MIR, organisation animatrice de plusieurs des fronts de guérilla des années 64-65, et quatre de ses camarades, proclamaient leur volonté de mourir avec lui. A ce nouveau procès il n'est plus question de laisser à Blanco le loisir de mettre en accusation le régime, son avocat parlera pour lui et durant un temps limité. Encore une fois la campagne internationale de solidarité fait reculer le gouvernement péruvien, la peine de 25 ans de prison qui se trouve confirmée à l'issue de ce court procès est saluée comme une victoire du mouvement révolutionnaire. En effet, d'après la procédure, si la cour avait opté pour la peine capitale, aucun appel n'aurait été possible et l'exécution aurait eu lieu dans les 24 heures.

Pourtant, durant toute la durée de sa détention, les provocations avec menaces de mort se sont succédées ; une fois c'était une bagarre entre détenus à côté de Blanco qui failli voir les gardiens tirer au jugé... sur Blanco, une autre fois c'était le directeur du bague du Fronton lui déclarant de vive voix qu'une mutinerie étant en cours d'organisation, Blanco serait tenu pour responsable et abattu aux premiers symptômes de révolte, plus récemment ce fut le fait que les militaires qui lui vouent une mortelle haine se cotisèrent pour réunir une coquette somme destinée à organiser un « regrettable accident ».

Aujourd'hui, loin de la mobilisation de la gauche à Lima, on l'éloigne dans un endroit où il ne sera plus question de visites, de courrier, de soins médicaux. C'est l'ultime étape dans les tentatives d'élimination, si elle n'est pas contrecarrée à temps, pour Hugo Blanco c'est la mort certaine.